

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 30/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



PAPETERIES DU RHIN

RUE HENRY DE CROUSAZ

68313 Illzach

Références : 0006700472_2023_04_04_PAPETERIES DU RHIN_VIIC PPC EAU
Code AIOT : 0006700472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement PAPETERIES DU RHIN implanté Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU RHIN
- Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006700472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les papeteries du Rhin fabriquent des cartons pour enroulement à partir de papier recyclé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Isolement	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 2.2.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Désenfumage stock B	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.1.1.	/	Sans objet
2	Dispositif de mesure	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.1.4.	/	Sans objet
3	Résultats auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.5.1.	/	Sans objet
4	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 III	/	Sans objet
6	Causes des dépassements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats laissent apparaître deux non conformités pour lesquelles l'exploitant a transmis deux devis :

- un devis pour mise en conformité du désenfumage du stock B,
- un devis pour la vérification de conformité du mur mitoyen.

Au vu des éléments présentés par l'exploitant, il est proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure pour le désenfumage du stock B, et l'isolement entre l'installation et le tirs mitoyen.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne sont pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : - prélèvement maximal annuel (m³/an) : 675 000 [...]
Constats : L'index journalier est relevé tous les jours et renseigné dans un tableur présenté lors de l'inspection. 552 367 m³ ont été prélevés en 2022. Cette valeur est conforme aux 675 000 m³ annuels autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de forage sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé Hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.
Constats : Le forage est muni d'un dispositif de mesure totalisateur qui est relevé de manière quotidienne. Les relevés sont renseignés dans un tableau comme indiqué dans le point précédent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Résultats auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats de l'autosurveillance des rejets eau et des eaux souterraines sont transmis à l'inspection [...] par voie électronique à l'adresse GIDAF (https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr).
Constats : Les résultats d'autosurveillance sont renseignés dans l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...)(...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]
Constats : La visite s'est également déroulée au point de rejet situé à la STEP de Sausheim. Le point de rejet est facilement accessible et muni d'un préleveur asservi au débit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 III
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure.</p> <p>Constats : Les prélèvements journaliers sur 24 heures sont réalisés par l'exploitant et transmis à un laboratoire externe (le CAR) pour analyse.</p> <p>Tous les ans, 3 contrôles inopinés sont organisés par le SIVOM. Les prélèvements des 3 contrôles inopinés sont réalisés par un organisme accrédité COFRAC. Pour les échantillons prélevés, des analyses sont organisées par le sivom et en parallèle par l'exploitant. Les échantillons sont analysés en croisé par le laboratoire du Sivom et par celui de l'exploitant ; au total 4 analyses sont réalisées.</p> <p>Le laboratoire mandaté par le SIVOM est accrédité COFRAC pour le prélèvement et les analyses. Cette analyse peut être considérée comme un contrôle de recalage.</p> <p>Observations : Les valeurs de St-DCO et de MES ont été comparées entre l'échantillon du laboratoire mandaté et celui de l'exploitant. Il est demandé à l'exploitant de justifier les différences constatées dans un délai d'un mois. A titre d'exemple, la valeur de la St-DCO est de 4330 mg O₂/L pour l'échantillon du laboratoire mandaté et de 8640 mg O₂/L pour l'échantillon de l'industriel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Causes des dépassements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées sont tenues à la dispositions de l'inspection des installations classées.[...]
Constats : Les résultats des analyses ont été présentés et synthétisés sous forme d'un tableau de suivi eau. Des commentaires apparaissent dans ce tableau. En cas de dépassements importants, l'exploitant a expliqué qu'il réalise une contre analyse et demande des informations au service production.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 2.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : l'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] - d'une façon générale, les documents (rapports de contrôle, consignes, etc.) prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation.
Constats : Le contrôle de cette prescription concernait uniquement le mur mitoyen entre le site et son voisin. L'étude de dangers de 2013, indiquait en page 310 la présence d'un mur coupe feu de degré 2 heures. Aucun justificatif de résistance au feu n'a été présenté. Le point est non conforme. Par mail du 23 mai 2023, l'exploitant a transmis un devis d'expertise portant sur le caractère coupe feu de degré 2 heures du mur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Désenfumage stock B

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), [...] La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 1% de la surface au sol du local. [...]
Constats : Lors de la précédente visite de 2021, l'inspection avait demandé un justificatif de surface utile des dispositifs d'évacuation de fumées suite à leur installation. Ces dispositifs ne présentaient pas une surface utile totale conforme à la prescription ci dessus malgré les travaux réalisés par la société ayant installé ces dispositifs.

L'exploitant a transmis par mail du 23 mai 2023 un devis de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois